

## La crise de l'euro se poursuit

### *L'Irlande, un tigre de papier (monnaie) !*

Le G20 n'avait pas commencé que les pays de la zone euro se voyaient confrontés à la crise irlandaise, qui provoquait la baisse relative de l'euro. Un peu plus tard, au début de ce mois de novembre, la chancelière allemande se faisait réélire dirigeante de son parti en tenant un discours de droite dure, et en pointant un doigt accusateur en direction de ces pays que les marchés financiers dénomment *PIIGS* (Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne). Comme quoi la xénophobie n'est pas l'apanage de la seule France ! La même en a profité pour faire l'éloge de la politique d'austérité, sans s'interroger sur ses conséquences.

#### **Une crise ouverte dans un contexte d'attaques contre les dettes souveraines.**

L'Irlande est donc en crise ouverte. Elle vole la vedette à la Grèce. Pourtant, du côté de cette dernière, le gouvernement Papandréou n'est pas en capacité de respecter les objectifs fixés par le plan d'aide accordé par la « troïka » formée par l'Union Européenne (UE), La Banque Centrale Européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI). Lundi 15 novembre, ces institutions venaient analyser la situation budgétaire, pour octroyer ou non une nouvelle tranche de 9 milliards d'euros. La Grèce, qui ne peut plus faire appel aux marchés financiers, du fait de taux prohibitifs, usuraires, a besoin de ce prêt. Mais dans le même temps le déficit est en hausse, ce qui signifie que la politique d'austérité drastique ne fonctionne pas. Ponctionner les salariés dans un contexte de crise économique, de licenciements, de faillites et de suppressions d'emploi, se traduit par un défaut de rentrée des recettes et par des besoins de financement, toujours importants, qui ne peuvent être couverts que par l'endettement.

Il est compréhensible que le gouvernement irlandais, même menacé par les marchés financiers qui font grimper les taux d'intérêt de sa dette publique, rechigne au contrôle des pays de l'UE, via le Fonds Européen de Stabilité Financière, et des États-Unis, via le FMI. En outre, il craint que des scandales ne soient révélés : il faudra expliquer l'aide massive aux banques irlandaises, sans contrepartie ni contrôle. Des rumeurs commencent déjà à circuler...

Avec le risque de discrédit des partis au pouvoir dans la perspective de prochaines élections.

Malgré ces blocages, les pays de la zone euro, en lien avec le FMI, se sont décidés à intervenir pour éviter la contagion, avec des prêts de l'ordre de 90 milliards d'euros. Une somme gigantesque pour un pays dont le produit intérieur brut, indicateur des richesses produites pendant une année, était en 2009 de 164 milliards d'euros.

Comme à l'accoutumée, il ne s'agit pas de venir au secours du pays lui-même, mais d'éviter une panique généralisée sur les marchés financiers. Les banques britanniques, avec 109 milliards d'euros de créances publiques et privées, sont les premières prêteuses, suivies de près par les banques allemandes, les banques françaises étant en troisième position. Ce qui signifie que si les banques irlandaises faisaient faillite, l'onde de choc serait généralisée. Même si, pour se rassurer, les analystes relativisent en calculant que les prêts à l'Irlande représentent 3,8 % des crédits accordés par les banques britanniques, 4,5 % pour les banques allemandes et 1,5 % pour les françaises. Michael Lewis, dans *Le Casse du siècle* (éditions Sonatine), explique que ce raisonnement a été mis en avant par toutes les agences de notation durant les années 2005-2007, les empêchant de voir venir la crise financière d'août 2007. Même limité, le risque existe. Dans le contexte actuel, cette goutte d'eau pourrait révéler d'autres pertes jusqu'à présent dissimulées.

### **Retour sur 20 ans de développement du « tigre celtique ».**

Durant les 20 dernières années, l'Irlande – l'Eire – a été citée en exemple. Sa croissance était époustouflante, à l'image de celle des tigres asiatiques. D'où son surnom de *Celtic Tiger*. Une croissance qui était largement financée par les exportations (91% du PIB, en 2009) et par l'endettement. Elle était devenue pour les entreprises transnationales américaines ou britanniques une « plate forme » pour exporter partout dans le monde. La faible imposition des entreprises – 12,5 % d'imposition – expliquait cette localisation. Une politique fiscale qui, comme partout, favorisant les riches, se traduisait par une baisse des recettes et une montée du déficit. Aujourd'hui encore, le gouvernement irlandais refuse la hausse des taux d'imposition sur les sociétés pour, soi-disant, conserver son avantage compétitif. Mais les restructurations succèdent aux restructurations, d'où une explosion du chômage. Quant à l'augmentation à venir des taxes sur la consommation, elle va provoquer une baisse accrue des capacités de consommation.

Or, les ménages sont très endettés, plus encore que les britanniques, à hauteur de plus de 190%. Les achats de logements ont été financés à crédit, toutes les banques y ayant participé. Pour ces ménages surendettés, la faillite individuelle est une réalité concrète, alors que le gouvernement – comme partout – a décidé d'aider les banques pour leur éviter la faillite.

Il est allé jusqu'à nationaliser la « Anglo Irish Bank », principal financier du BTP, tout en injectant – et ce, avant la crise ouverte actuelle – 45,8 milliards d'euros dans le secteur bancaire.

Au niveau interne c'est donc tout le modèle de développement qui s'écroule. La crise économique a ralenti fortement les exportations vers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, et la « bulle » immobilière a explosé. Les banques sont donc au bord de la faillite.

Le gouvernement a décidé de garantir l'ensemble du système bancaire, soit 480 milliards d'euros. Trois fois le PIB annuel ! C'est disproportionné. La démonstration que le secteur bancaire est surdimensionné par rapport à la capacité de création de richesses.

Cette croissance de type néolibéral résultait de la baisse de l'imposition, de la montée des exportations – par l'ouverture des frontières –, de la déréglementation financière qui permettait aux banques de réaliser toutes les opérations dangereuses de prêt sans même créer des produits financiers d'assurance. C'est ce modèle néolibéral qui est en faillite. Il s'est traduit par un déficit budgétaire estimé entre 12 % et 14%, un niveau similaire à celui de la Grèce. Mais si l'on ajoute le coût du sauvetage des banques, ce déficit se monte à un faramineux 32 %, un taux jamais vu. Ce pourcentage, brandi par tous les journaux, ne signifie pas grand chose. Il mélange, en effet, l'endettement public dû, pour l'essentiel, à l'aide du gouvernement aux banques pour leur éviter la faillite et à la socialisation des pertes continue de la Anglo Irish et le déficit budgétaire s'expliquant par la baisse des impôts. L'aide aux banques devrait se solder par une hausse du déficit de l'ordre de 20% du PIB. Les prêts des pays de la zone euro et ceux de la Grande-Bretagne devraient permettre de répondre à ce nouveau sauvetage des banquiers irlandais. On voit mal comme le futur gouvernement – le Premier ministre vient d'annoncer des élections anticipées en janvier 2011 prenant en compte son impopularité – pourrait éviter d'augmenter les impôts. Hausse qui pèsera surtout sur les revenus moyens renforçant les inégalités. L'Irlande subira durablement cette crise d'éclatement de la bulle financière et immobilière. Le « miracle » est, pour longtemps, derrière elle. Les finances publiques sont en train d'imploser. Les marchés financiers ne seront pas long à réagir, spéculant de nouveau à la hausse des taux de l'intérêt de la dette publique – qui cache la dette privée – de l'Irlande.

La contagion de la spéculation existera. Elle s'attaquera aux dettes souveraines du Portugal, de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie, voire celles de la France. Pour cette dernière, les taux d'intérêt à 10 ans viennent de remonter, montrant l'absence de confiance des marchés nourrie par les déclarations de la chancelière allemande. Chaque pays de l'Union Européenne faisant assaut de xénophobie. Augmentant tous les risques d'éclatement.

### Comment répondre à la crise ?

En fait, tous ces éléments étaient connus. Les marchés financiers ont déclenché la spéculation contre la dette souveraine irlandaise après l'annonce de l'aide du Fonds Européen. Parce qu'il était prévu que cette aide allait de pair avec la restructuration de la dette. On se souvient de l'article 125 du traité de Lisbonne qui interdisait toute aide de l'UE à un pays en difficulté. Il était à l'origine du refus du gouvernement allemand d'intervenir pour calmer la spéculation des marchés financiers sur la dette souveraine grecque. La situation a donc changé. D'une part, la BCE achète désormais des obligations d'Etat sur le marché de l'occasion – des obligations déjà émises et non pas de nouvelles obligations – pour les « geler ». D'autre part, le dernier Conseil européen a décidé que le Fonds européen de stabilisation, créé au moment de la crise grecque et doté de 700 milliards d'euros, interviendrait, sous condition que l'Irlande restructure sa dette. Panique sur les marchés financiers ! La restructuration signifie rééchelonnement, négociation, annulation d'une partie de la dette (à l'image de ce qui se fait pour les ménages surendettés). Autrement dit, les obligations d'Etat pourraient ne pas être honorées ! Comprenant l'erreur, les pays de l'UE sont revenus en arrière, affirmant que cette décision de restructuration serait applicable en... 2013. Il faut dire qu'il n'existe pas de lieu où cette restructuration pourrait être discutée. Ni « Le Club de Paris » qui réunit créanciers et débiteurs publics et « gère » la dette des États, ni « le Club de Londres » qui réunit les acteurs de la dette privée, les banques en particulier ne sont adaptés à cette restructuration de la dette publique, souveraine. C'est une grande nouveauté qui suppose la création d'une troisième structure, supposant la mise en place d'une réglementation. Ce serait un nouveau constat de faillite de la déréglementation des années 1980.

En fonction de ce contexte, les *stress tests* (les tests de résistance des banques aux bouleversements financiers) ont montré leur inanité. Avant l'été, ils étaient positifs pour toutes les banques européennes, y compris les irlandaises...

Jean-Claude Trichet est inquiet de *la gouvernance* de la zone euro, il devrait dire de l'absence de gouvernement, de coordination. Les réponses actuelles, en termes d'aides et de prêts, sont toutes à court terme, pour éviter les faillites par défaut de liquidités. Mais aucune solution sur le moyen terme. Quelle coordination ? Quelle politique commune ? L'échec du G20 signifie que la gestion de la crise reste fondamentalement nationale. Chaque gouvernement veut « sauver » ses capitalistes, y compris contre les autres. Tous ceux et celles qui font semblant de croire que l'euro n'est pas menacé, que la crise systémique ouverte en août 2007 est finie (voir Nicolas Sarkozy ainsi que l'inénarrable Christine Lagarde avec sa fameuse « révolution de 360° ») ne peuvent que nous entraîner dans le mur de la réalité. Non seulement la crise n'est pas finie mais elle connaîtra d'autres rebondissements, fin 2011 ou début 2012.

Qu'un ministre portugais dise que la question de la sortie de son pays de l'euro est ouverte indique la dimension de la crise de la construction européenne. De même que les déclarations de Van Rompuy affirmant que l'euro est confronté à « une crise pour sa survie ».

Aucune réglementation n'est prévue, ni un autre type de développement, ni une autre politique économique. Rien. Le néant. Ne reste que l'inertie des politiques néolibérales qui

chaque jour démontrent leur nocivité. A quoi s'ajoute une politique de l'Allemagne, dont la croissance est permise par les exportations vers les pays d'Asie, à commencer par la Chine. Le tout conduit à des forces centrifuges qui logiquement font éclater la construction européenne et la monnaie unique.

Laissons la conclusion à l'OCDE qui, dans son dernier rapport, se pose la question – reprise dans *La Tribune* du 19 novembre 2010 : « *Comment réduire les déficits sans tuer la croissance ?* »

Nicolas BENIES.  
Novembre 2010